

Rapport du Groupe de travail sur la technologie, la croissance et l'emploi

de l'Alliance atlantique."

En ce qui concerne les relations économiques et commerciales entre les États-Unis et le Canada, M. MacEachen s'est félicité du dénouement de plusieurs litiges; et a mentionné la querelle sur le camionnage, et celle sur les tarifs aériens.

Mais il reste des sujets de frictions: M. MacEachen a soulevé le problème du champ d'application des lois américaines pour contrôler les exportations et le commerce. Ces lois peuvent s'exercer en dehors du territoire américain, et pénaliser, par exemple, des filiales canadiennes de compagnies américaines qui commercent avec l'Union soviétique ou avec d'autres pays visés par la loi américaine.

"Cette question de l'extraterritorialité des lois demande à être clarifiée, a dit le Ministre canadien, en particulier dans la perspective du prochain Sommet économique des pays industrialisés qui se tiendra à Williamsburg au mois de mai."

M. MacEachen a rencontré brièvement le vice-président américain, George Bush. Il a profité de sa visite pour annoncer que le premier ministre du Canada allait se rendre à son tour à Washington le 28 avril pour rencontrer le président Reagan. La rencontre sera plus particulièrement destinée à préparer le prochain Sommet économique de Williamsburg.*

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, M. Jean Chrétien, s'est entretenu, les 6 et 7 avril dernier, avec son homologue M. Donald Hodel, de questions générales touchant l'énergie ainsi que des exportations canadiennes de gaz naturel et d'électricité aux États-Unis. À cette occasion, M. Chrétien a annoncé le 11 avril une réduction de 11 p. 100 du prix du gaz naturel exporté aux États-Unis.

De son côté, le ministre de la Justice, M. Mark MacGuigan a rencontré, le 25 mars à Washington, son homologue M. Smith. À l'ordre du jour de la discussion se trouvaient des questions d'intérêts mutuels concernant l'administration de la justice dans chaque pays ainsi que certains domaines de coopération bilatérale en matière d'application de la loi.

Enfin, le ministre des Transports, M. Jean-Luc Pepin, a rencontré son homologue Mme Elizabeth Dole et le président du sous-comité du Sénat sur l'aviation, Mme Nancy Kassebaun, les 7 et 8 avril. Les discussions ont porté sur un ensemble de questions d'intérêt bilatéral.

Le Groupe de travail sur la technologie, la croissance et l'emploi, créé par les sept chefs de gouvernement et les représentants de la Communauté européenne lors du Sommet qu'ils ont tenu à Versailles les 4, 5 et 6 juin 1982, a remis son rapport de fin de mission. Ce rapport, transmis au premier ministre du Canada par le président de la France, M. François Mitterrand, est le premier document du genre fondé sur un consensus des sept gouvernements et de la Communauté européenne. Il définit des orientations générales pour l'important domaine de la science et de la technologie.

Le président du Conseil national de recherches, M. Larkin Kerwin, représentait le Canada au sein du Groupe. M. Kerwin et d'autres fonctionnaires canadiens ont pris une part active à l'établissement du rapport.

Le rapport renferme un certain nombre de conclusions et d'observations, dont les suivantes:

- l'innovation technologique doit jouer un rôle important dans l'accroissement de l'emploi et dans l'amélioration des conditions de travail dans les pays du Sommet et au sein de la Communauté européenne;
- l'application des innovations scientifiques et technologiques dépend pour beaucoup de l'accueil que leur réserve l'opinion publique;
- le soutien au progrès technologique est assuré au mieux grâce à une distribution équilibrée des gains de productivité entre investissements et accroissement de la



M. Larkin Kerwin

consommation. Le rapport souligne en outre que la science et la technologie peuvent concourir à la solution d'un grand nombre des problèmes auxquels est confronté le monde en développement et exhorte les gouvernements à appuyer activement la coopération internationale en matière de science et de technologie, y compris le libre échange de l'information scientifique.

Le Groupe de travail a par ailleurs recommandé la mise en oeuvre de 18 projets de collaboration technologique par divers groupes des pays du Sommet et de la Communauté européenne. Ces projets visent de grands domaines comme la gestion des ressources énergétiques et alimentaires, l'avancement des connaissances scientifiques et l'amélioration des conditions de vie. Le Canada prend une part active à 10 de ces projets et agit à titre de chef de file dans le secteur de la collaboration internationale en matière d'aquaculture et celui de l'utilisation des nouvelles technologies pour la formation professionnelle.

Secours aux victimes de la sécheresse au Mozambique et en Zambie

Le Canada répondra aux demandes de secours d'urgence en faveur des victimes de la sécheresse et du choléra, au Mozambique et en Zambie, a annoncé le vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan J. MacEachen.

Le Canada allouera \$100 000 pour le Mozambique et \$25 000 pour la Zambie à l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix (OCCDP), en réponse à l'appel de Caritas. En outre, le Conseil canadien des Églises (CCE) recevra \$10 000 pour le Mozambique et \$10 000 pour la Zambie à la suite des demandes formulées par le Conseil oecuménique des Églises (COE).

Ces fonds seront versés dans le cadre du Programme d'assistance humanitaire internationale de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

La contribution de l'ACDI servira à fournir des soins médicaux, des produits alimentaires, de l'eau potable, des semences, des vêtements et des couvertures. On prévoit également un programme complémentaire destiné à relever la production alimentaire locale.

* La partie du texte concernant M. MacEachen est extraite d'un article de Sylviane Tramier publié dans *Le Devoir* du 12 avril.